

DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

SEANCE DU MARDI 27 JANVIER 2026

OBJET MIS EN DELIBERATION :

N°2026-01-08 : PARTICIPATION AUX CONSULTATIONS DU CIG DANS LE CADRE DE CONTRATS COLLECTIFS EN PREVOYANCE ET SANTE

| | | | | |
|---|----|------------|-----|------|
| Membres composant le Comité Syndical | 9 | totalisant | 100 | voix |
| Délégués composant le Comité Syndical | 21 | totalisant | 100 | voix |
| Membres présents | 8 | | | |
| Délégués présents | 12 | totalisant | 60 | voix |
| Membres/Délégués excusés et représentés | 5 | totalisant | 24 | voix |
| Membres/Délégués absents excusés | 4 | totalisant | 16 | voix |

| | |
|------------------------------|---------|
| Pour | 84 voix |
| Contre | 0 voix |
| Absentions | 0 voix |
| Ne prennent pas part au vote | 0 voix |

L'an deux mil vingt-six, le vingt-sept janvier, à dix heures et vingt minutes, les membres du Comité Syndical se sont réunis à l'Hôtel de Ville de Saint-Maur, sous la présidence de Monsieur Pierre-Michel DELECROIX, Président. Ils avaient été convoqués le 19 janvier 2026.

DELEGUES PRESENTS

M. DELECROIX, Président, représentant de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (10 voix),
Mme SAUSSEREAU, Vice-Présidente, représentante de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (8 voix),
M. FLESSELLES, Vice-Président, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, (5 voix),
M. DESTOUCHES, représentant de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (8 voix),
Mme ADOMO, représentante de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (8 voix),
M. PHILIPPON, représentant de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne, (5 voix),
M. BRUCH, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, (5 voix),
M. CHAFFAUD, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, (5 voix),
M. VEDIE, représentant de la Métropole du Grand Paris, (4 voix),
Mme MANCA, représentante de HAROPA Ports, (1 voix),
M. OUMARI, représentant du Syndicat Mixte pour l'Aménagement du Morbras, (1 voix)

DELEGUES ABSENTS REPRESENTES

M. HELIN, Vice-Président, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, qui a donné pouvoir à M. DELECROIX, (5 voix),
Mme BARNIER, Vice-Présidente représentante de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne, qui a donné pouvoir à Mme SAUSSEREAU, (5 voix),
M. FEMEL, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, qui a donné pouvoir à M. CHAFFAUD (5 voix),
M. BLUTEAU, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, qui a donné pouvoir à M. FLESSELLES (5 voix),
M. BUTIN, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, qui a donné pouvoir à M. BRUCH (4 voix),

MEMBRES ABSENTS EXCUSES

Mme JARDIN, représentante de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne, (5 voix)
M. CATHALA, représentant de la Métropole du Grand Paris, (4 voix)
M. OZTORUN, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, (4 voix)
Mme DURAND, représentante du Conseil Départemental du Val de Marne, (2 voix), partie au point numéro 9
M. MIE, représentant de la Chambre de métiers 94, (1 voix)

ETAIENT EGALEMENT PRESENTS

M. DEBARRE, Directeur, Syndicat Marne Vive
Mme COCHARD, Animatrice SAGE, Syndicat Marne Vive
Mme ABES, Animatrice Contrat, Syndicat Marne Vive
M. DESPRES, Chargé d'études eau dans la ville, Syndicat Marne Vive
Mme BONNAL, Chargée d'étude baignade et lutte contre la pollution, Syndicat Marne Vive
M. DEPEGE, Responsable des affaires générales, Syndicat Marne Vive
Mme MAZERAN Fanny, Chargée d'étude milieux naturels aquatiques et humides, Syndicat Marne Vive

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

M. Arnaud VEDIE est désigné pour remplir cette fonction, procède à l'appel

DESIGNATION DE L'AUXILIAIRE AU SECRETAIRE DE SEANCE

M. Clément DEPEGE, est désigné comme auxiliaire au secrétaire de séance, fonction qu'il accepte.

Accusé de réception en préfecture
094-259401057-20260127-2026-01-08-DE
Date de télétransmission : 10/02/2026
Date de réception préfecture : 10/02/2026

N°2026-01-08 : PARTICIPATION AUX CONSULTATIONS DU CIG DANS LE CADRE DE CONTRATS COLLECTIFS EN PREVOYANCE ET SANTE

Le Comité Syndical ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L. 253-5 ainsi que ses articles L. 827-1 et suivants relatifs à la protection sociale complémentaire ;

Vu la loi n°2025-1251 du 22 décembre 2025 relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux ;

Vu l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 modifié relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu la délibération 2024-03-03 du Syndicat Marne Vive approuvant la mise en place du dispositif de participation à la protection sociale complémentaire ;

Vu la délibération 2024-04-07 du Syndicat Marne Vive approuvant la mise en place du dispositif de participation du risque prévoyance ;

Vu la délibération 2025-05-03 du Syndicat Marne Vive approuvant la mise en place du dispositif de participation à la protection sociale complémentaire santé ;

Considérant la proposition du CIG Petite couronne de procéder en prévoyance à la négociation d'un contrat collectif à adhésion facultative des agents à compter de 2027, et en santé à la souscription d'un contrat collectif à adhésion facultative ;

Considérant que le Syndicat conserve l'entière liberté d'adhérer à ces conventions à compter du 1^{er} janvier 2027, en fonction des tarifs et des garanties proposées à l'issue de la consultation ;

Sur proposition de Monsieur le Président ;

N°2026-01-08 : PARTICIPATION AUX CONSULTATIONS DU CIG DANS LE CADRE DE CONTRATS COLLECTIFS EN PREVOYANCE ET SANTE

Après examen et délibéré

| | |
|-----------|--|
| Article 1 | <p>Risque prévoyance</p> <ul style="list-style-type: none"> - Retient la procédure de la convention de participation pour les risques prévoyance pour un effet des garanties au 01.01.2027. La procédure retenue est déclinée comme suit : <ul style="list-style-type: none"> o Autorisation de participer à l'appel public à concurrence lancé par le CIG Petite Couronne afin d'adhérer à la convention de participation et à son contrat collectif d'assurance proposé par le CIG Petite Couronne. - Verse une participation mensuelle brute par agent à la date d'effet de la convention : <ul style="list-style-type: none"> o En respectant le minimum prévu à l'article 2 du décret n°2022-581, o La participation sera confirmée par délibération prise en application de l'article 18 du décret n°2011-1474, soit au titre de la sélection de l'offre de l'organisme d'assurance, - Autorise le Président à effectuer tout acte en conséquence. |
| Article 2 | <p>Risque santé</p> <ul style="list-style-type: none"> - Retient la procédure de la convention de participation pour les risques santé pour un effet des garanties au 01.01.2027. La procédure retenue est déclinée comme suit : <ul style="list-style-type: none"> o Autorisation de participer à l'appel public à concurrence lancé par le CIG Petite Couronne afin d'adhérer à la convention de participation et à son contrat collectif d'assurance proposé par le CIG Petite Couronne. - Verse une participation mensuelle brute par agent à la date d'effet de la convention : <ul style="list-style-type: none"> o En respectant le minimum prévu à l'article 6 du décret n°2022-581, o La participation sera confirmée par délibération prise en application de l'article 18 du décret n°2011-1474, soit au titre de la sélection de l'offre de l'organisme d'assurance, - Autorise le Président à effectuer tout acte en conséquence. |

Dit que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet du Val-de-Marne.

Fait et délibéré en séance le 27 janvier 2026, les membres présents ayant signé la liste d'émargement.

M. le Président du Syndicat serait obligé envers M. le Préfet de bien vouloir porter à sa connaissance s'il a l'intention de déférer la présente décision devant la juridiction compétente.



Le Président,

Pierre-Michel DELECROIX